



Avignon, le 09/10/2026

LIMINAIRE - CSAL du 9 octobre 2026

Monsieur le Président,

si Solidaires Finances Publiques est venu siéger aujourd'hui, c'est parce que ce CSAL se déroule dans un contexte de grandes turbulences aussi bien dans l'actualité nationale que pour la DGFIP et les agents et agentes.

Nous ne pouvions pas commencer cette liminaire et cette instance sans apporter un total soutien à la mobilisation légitime des lycées et universités.

En effet, Solidaires Finances Publiques apporte son soutien à l'ensemble des étudiants, lycéens et personnels de l'éducation nationale qui se mobilisent pour disposer de moyens dignes pour étudier et travailler, et condamne la répression policière disproportionnée mise en place pour étouffer leurs revendications.

Les personnels de la DGFIP, qui étaient en grève et actions le 29 septembre avec l'ensemble de la fonction publique, dénoncent eux aussi les budgets austéritaires de ces dernières décennies, qui ne cessent de fragiliser nos services publics et augmentent les inégalités.

Le projet de Loi de Finances ultra-austéritaire qui vient d'être présenté, avec notamment le gel des APL, des frais d'inscription supplémentaires (BTS et prépas) mais aussi le gel des salaires pour l'ensemble des personnels de la fonction publique, poursuit l'entreprise de destruction méthodique des politiques sociales et des services publics. Ce nouveau budget exige, une fois encore sous le prétexte de la dette, que la majorité de la population se serre la ceinture et offre de nouveaux cadeaux fiscaux aux plus fortunés et aux plus grandes entreprises.

Comme depuis plusieurs années déjà, l'effort pour réduire le déficit à 5 % reposera sur les fonctionnaires et les services publics. Ce sont 1076 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique d'État : les agences de l'État, les ministères de l'Agriculture, de la Transition écologique et de l'Économie seront les plus impactés.

Concernant notre ministère, la DGFIP continue d'être la plus dépouillée avec encore 176 suppressions d'emplois de trop annoncées. Contrairement au Ministère, nous ne sommes pas enthousiastes devant ce chiffre qui se cumule aux 34 000 suppressions d'emplois depuis 2008. Cela va continuer à dégrader nos conditions de travail et l'exercice de nos missions, puisque les crédits de fonctionnement sont également en baisse.

Si on revient sur l'épisode des vols de données en lien avec la cybersécurité à la DGFIP, notre crédibilité est pour le moins fragilisée et la confiance des usagers envers notre administration, ses agentes et agents, est durablement abîmée.

Force est de constater que **l'intervention de Mme Verdier à France Inter le 5 septembre dernier** où elle s'est excusée au nom de tous les agents et agentes de la DGFIP n'arrange pas les choses. Sachez que cette intervention a été très mal vécue.

En effet, de quoi exactement les agentes et agents de la DGFIP doivent-ils s'excuser? En quoi sont-ils et sont-elles responsables? Présenter les choses comme cela jette encore plus le discrédit sur les agentes et agents qui pourtant persistent à être au rendez-vous à chaque crise, malgré les restructurations, réformes et suppressions d'emplois. Ce sont elles et eux qui subissent de plein fouet les conséquences de ces vols de données : qu'ils ou qu'elles soient dans les services informatiques, à l'accueil, dans les centres de contacts ou dans les SDIF. Ils et elles méritent a minima du soutien, en particulier de leur Direction générale et de leur Direction locale en particulier ! Par ailleurs, le rapport issu de l'enquête de l'Anssi démontre clairement nos faiblesses et la légèreté de notre administration concernant la cybersécurité. Nous sommes donc loin d'une cyberattaque sophistiquée comme cela a pu être dit par la Directrice Générale.

Lors de la deuxième réunion de crise suite aux cyberattaques avec les organisations syndicales nationales, Mme Verdier a parlé de confiance. Comme vous le savez, la confiance ne se décrète pas, elle se gagne par des actes et notamment par de la transparence, en particulier sur l'avenir professionnel des agentes et agents. Au dernier CSA de réseau, concernant l'information sur le projet d'adaptation du réseau territorial, il a été indiqué de donner les informations exactes des projets pour 2027 et 2028, ce que vous avez fait, mais aussi l'ensemble des projets sur la période 2029-2030, ce que vous ne voulez pas faire au motif que vous ne pouvez pas alors que vous en avez la connaissance. Et en plus, vous en avez même pris l'engagement, voire fait une priorité dans les résultats de l'Observatoire interne 2026 : « Donner de la visibilité sur les réformes à venir sur une profondeur de 3 à 4 années » (sic). Votre silence est encore plus anxiogène, mais nous ne sommes pas dupes : votre définition des mots confiance et visibilité n'est vraiment pas la même que la nôtre.

En tout état de cause, vos adaptations du Réseau Territorial, que nous avons rebaptisées NRP 2 (pour Nouveau Recul de la Proximité 2), celles déjà affichées et celles cachées ressemblent plus à la destruction de notre service public de proximité et d'un certain nombre de nos missions. L'impact pour les usagers et les personnels va être grand. Pour les personnels impactés qui vont voir leur service supprimé ou transféré, leurs temps de trajet vont être rallongés et leur organisation familiale mise à mal. Ce n'est pas la solution temporaire d'augmenter le nombre de jours de télétravail proposée ici ou là qui améliorera les choses. Sans oublier que toutes les

suppressions d'antennes, comme les fusions des trésoreries hospitalières et des SGC notamment, n'ont qu'une seule logique : la recherche absolue d'économies. Plusieurs communes dans le département et de très nombreuses en France vont voir disparaître nos services. Alors que l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la DDFIP s'opposent à ce NRP 2, vous passez en force une nouvelle fois. Sans vous inquiéter une seule seconde de la dégradation des conditions de travail des agentes et agents que cela va engendrer dans une administration où le mal-être et la souffrance au travail sont aujourd'hui un sujet central.

Avec ce projet, vous participez aux politiques menées depuis des décennies et qui ne cessent de détruire, fragiliser les services publics, créant ainsi un sentiment d'abandon d'une grande partie de la population. Mais est-ce vraiment étonnant de votre part ? En tant que loyal serviteur de la Directrice Générale...

À la lecture du rapport du Haut Commissariat à la stratégie et au plan, auquel Mme Verdier a participé, proposant une transformation profonde de l'État à l'horizon 2035-2050, pas vraiment ! Ce rapport, qui veut mettre fin au service public universel, montre clairement son projet. Projet qu'elle vous fait mettre, par ailleurs, déjà en œuvre à la DGFIP : un pilotage par les résultats plutôt que par les besoins, une différenciation entre les territoires et une déconcentration des responsabilités.

Que dire également de son questionnaire sur les valeurs de la DGFIP ? Questionnaire pour le moins orienté où aucun cadre ne permet une expression libre. Qu'allez-vous en tirer ? Un satisfecit et une validation des 6 pseudo-valeurs de la DGFIP ?

La fiabilité et la confiance de la DGFIP, on en parle après les épisodes GMBI, FICOBA, Hélios et les vols des données ?

Le collectif ? C'est une référence à quoi exactement alors que vous ne cessez de casser ce collectif par exemple avec le développement du recrutement au choix et au fil de l'eau, avec la proposition de lettre de motivation et d'un CV pour la liste d'aptitude de B en A, qui vient d'être abandonnée suite au dernier CSAR sur proposition motivée de Solidaires Finances Publiques et la destruction de toutes nos règles de défenses collectives ?

L'agilité ? Cette valeur fait-elle référence au mode Agile comme la gestion des cités administratives aujourd'hui ? Ou aux NRP 1 et 2, fusions, restructurations et suppressions qui permettent de démontrer la grande agilité des agentes et agents ?

Par ailleurs, nous sommes étonnés que dans les valeurs de la DGFIP, l'égalité, l'inclusion, la probité par exemple ne soient pas sorties de ces 18 ateliers d'intelligence collective. Sachez que l'intelligence collective est importante à condition qu'elle ne soit pas artificielle, comme ce questionnaire et ces pseudo-valeurs.

Nous ne pouvons terminer ces propos liminaires sans parler du futur budget qui aura de lourdes conséquences sur le devenir entre autres de la DGFIP, de ses missions, de ses agentes et agents et plus globalement pour la justice fiscale, sociale et environnementale.

Les premières annonces du 1er ministre montrent que ce gouvernement, sans grande surprise, maintient la politique économique mise en place depuis 2017. Politique qui n'a fait qu'accentuer les inégalités, la pauvreté et protéger les grandes entreprises et les plus fortunés. Une fois encore, sa seule obsession est de faire des économies au lieu de chercher des recettes ou bien d'améliorer l'assiette et le recouvrement de l'existant. Les services publics et les fonctionnaires seront de nouveau une variable d'ajustement. Concernant les effectifs de la DGFIP, Mme Verdier s'est-elle battue pour que les moyens humains soient renforcés ou a-t-elle dit au ministre, comme elle l'a fait devant la représentation nationale en juin dernier, « qu'il existe encore, au sein de la DGFIP, des gains de productivité possibles » ?

Dans ces conditions, et face à de tels discours, comment peut-on encore parler d'une politique d'attractivité à la DGFIP ?

Au vu des premières annonces budgétaires, c'est à la majorité de la population de se serrer la ceinture. Les autres peuvent continuer à dormir tranquilles puisque aucune loi de justice fiscale ne sera mise en place. Au contraire, un nouveau cadeau fiscal pour les 1 ou 2 % des plus riches est annoncé avec l'augmentation de l'exonération du don familial. Devons-nous rappeler que seuls 8 % des ménages aujourd'hui peuvent faire des donations ? Sans oublier le pacte Dutreil qui a coûté en 2024, selon la Cour des comptes, 5,5 milliards d'euros à l'État, loin des 500 millions estimés par la DGFIP, et qui ne profite qu'aux entreprises. Le 1er ministre a annoncé qu'il ne touchera pas à cette niche fiscale qui pourtant coûte un pognon de dingue. Il préfère s'attaquer aux fonctionnaires, aux retraités, aux malades, aux étudiants et aux APL.

Le 29 septembre, les fonctionnaires étaient massivement en grève pour leur rémunération mais aussi pour leurs conditions de travail, l'exercice de leur mission et plus globalement pour le service public.

Les agentes et agents du Vaucluse ont été parmi les plus mobilisés et vous-même avez reconnu lors du dernier CSAL la très probable corrélation entre cette forte mobilisation et l'impact de vos annonces du NRP 2. Vos projets sont néfastes et permettent l'avènement du pire dans les prochains mois. Solidaires Finances Publiques continuera à les combattre, qui que soit aux commandes !!!

Avant de conclure, Monsieur le Président, une nouvelle année d'austérité s'ouvre donc devant nous. Notre motivation restera la défense quotidienne des personnels, alors que les budgets ne cessent de fondre comme neige au soleil et que les réformes continuent de dégrader leurs conditions de travail. Dans ce contexte, il est indispensable que vous apportiez un soutien clair et affirmé aux agentes et aux agents de notre direction qui, chaque jour, assurent la continuité et la qualité du service public.

Pour conclure, nous exigeons la fin de cette politique qui casse les services publics, les collectifs de travail et met les collègues sous pression jusqu'à la rupture.

Mais au-delà, nous devons recréer du collectif. Nous parler, nous soutenir, refuser l'isolement et la division. Car rien ne changera si nous restons isolés, chacun et chacune dans son service, dans son secteur professionnel. Car nous sommes toutes et tous concernés.

Parce que derrière vos choix et vos décisions politiques, il y a nos vies. Aucun impératif budgétaire, aucune réforme ne doit prévaloir sur une vie humaine. **Mais une chose est certaine, c'est que nous ne sommes pas condamnés à subir.**

En nous mobilisant, en refusant de nous taire, en résistant, nous pouvons faire reculer ce qui nous détruit !

Et ne pas perdre sa vie à tenter de la gagner !

Car, aujourd'hui, si nous sommes là pour parler entre autre de tiers-lieu, nous ne voulons surtout pas arriver à finir par parler de tiers-monde ...

L'heure est loin d'être à la fête mais bien à la mobilisation et Solidaires Finances Publiques, par ses expressions et ses mobilisations, s'inscrit dans cette lutte pour exiger toujours et encore inlassablement plus de justice fiscale, plus de justice sociale et plus de justice environnementale.